

Jean-Marie Harribey
Pierre Khalfa
Jacques Rigaudiat

Quoi qu'il en coûte

Sortir la dette
des griffes
de la finance

PETITE
ENCYCLOPÉDIE
CRITIQUE

textuel

Fondation Copernic



COLLECTION « PETITE ENCYCLOPÉDIE CRITIQUE »

Avec la collaboration de Manuel Cervera-Marzal

Jean-Marie Harribey a été maître de conférences à l'Université de Bordeaux et coprésident d'Attac. Il a publié *Le Trou noir du capitalisme* (Le Bord de l'eau, 2020) et *En finir avec le coronavirus, l'alternative est possible* (Dunod, 2021).

Pierre Khalfa a été un des porte-paroles de l'Union syndicale Solidaires et coprésident de la Fondation Copernic. Il a été membre du Conseil économique, social et environnemental. Il est notamment coauteur des ouvrages *L'Imposture Macron* (LLL, 2018) et *Cette Europe malade du néolibéralisme* (LLL, 2019).

Jacques Rigaudiat est conseiller-maître honoraire à la Cour des comptes, ancien conseiller social de Michel Rocard et Lionel Jospin à Matignon. Il a notamment publié *La Dette, arme de dissuasion sociale massive* (Éditions du Croquant, 2018) et cosigné *Cette Europe malade du néolibéralisme* (LLL, 2019).

**Jean-Marie Harribey, Pierre Khalfa
et Jacques Rigaudiat**

Quoi qu'il en coûte Sortir la dette des griffes de la finance

Graphisme de la couverture : Agnès Dahan
Correction : Valérie Mettais

© Les Éditions Textuel, 2022
4 impasse de Conti
75006 Paris
www.editionstextuel.com
ISBN : 978-2-84597-882-9
Version numérique 2022
SBN : 9782845978850

textuel
PETITE
ENCYCLOPÉDIE
CRITIQUE

Fondation Copernic


Sommaire

Introduction	
Quoi qu'il en coûte, changer de route	7
Chapitre 1	
La dette au cœur du lien social	11
Chapitre 2	
Dette publique : de quoi parle-t-on ?	35
Chapitre 3	
Petite histoire récente de la dette publique en France avant la crise financière	65
Chapitre 4	
D'une crise à l'autre : de l'économie, de la finance et des dettes publiques	89
Chapitre 5	
Les vulnérabilités du capitalisme financier et le choc du Covid-19	109
Chapitre 6	
Le retour du refoulé, ou bien en route vers la transition ?	129
Conclusion	
Sortir des griffes de la finance, un enjeu démocratique	163
Bibliographie	168

*À notre ami Michel Husson,
à qui nous devons beaucoup.*

Introduction

Quoi qu'il en coûte, changer de route

« Quoi qu'il en coûte » : lorsqu'Emmanuel Macron a prononcé ces mots lors de son allocution télévisée, le 12 mars 2020, nous étions sans aucun doute nombreux à être tout à la fois interloqués et passablement dubitatifs. Comment l'homme qui parlait des minimas sociaux en déplorant que l'on y mette « *un pognon de dingue* » pouvait-il soudainement se transmuier en chantre de la dépense sans limite ?

À vrai dire, ces mots n'étaient que le décalque de ceux prononcés en juillet 2012 par Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne (BCE). Jetant au moins momentanément aux orties sa doxa monétariste, la BCE s'apprêtait à intervenir « whatever it takes ». S'annonçait ainsi son revirement et s'ouvrait alors le moment, toujours pas encore refermé, de la politique monétaire « non conventionnelle » et du « quantitative easing ». Ce revirement avait sa nécessité : les politiques budgétaires austéritaires menées au lendemain de la crise des *subprimes* en 2007 avaient conduit les économies européennes aux bords extrêmes de la déflation et l'euro à ceux de son explosion. Une politique monétaire accommodante

s'est ainsi substituée à la politique budgétaire défaillante des États, dont l'impéritie était devenue manifeste et trop dangereuse, puisqu'elle finissait par menacer le système lui-même.

La politique inaugurée par le « quoi qu'il en coûte » – par ailleurs suivie par l'ensemble des gouvernements européens et adouée par la Commission européenne qui a suspendu les critères de Maastricht – anticipe une autre nécessité et inaugure un nouveau moment : celui d'un revirement des politiques budgétaires elles-mêmes. Faute de cela, les économies se seraient effondrées.

Le néolibéralisme dans sa déclinaison européenne a ainsi subi un double camouflet : il a dû, provisoirement, ravalier sa doxa monétaire restrictive et sa politique budgétaire austéritaire.

Aujourd'hui, les dettes publiques, mais aussi celles des entreprises, ont connu un spectaculaire accroissement ; il en va de même des bilans des banques centrales. Quant à l'Union européenne, elle a dû suspendre ses normes maastrichtiennes et se résigner – non sans de fortes tensions internes – à emprunter en commun pour financer un plan de relance, que chacun sait être insuffisant pour retrouver une véritable dynamique et, *a fortiori*, pour engager la nécessaire transition écologique.

Reste alors à savoir si le temps ainsi suspendu va être, demain, retrouvé... D'ores et déjà, en effet, des voix s'élèvent pour évoquer la suite et la nécessité d'un retour rapide à l'ordre perdu. L'avenir de la dette publique, qu'il faudra bien, selon eux, rembourser, en symbolise tout l'enjeu.

C'est pour cela qu'il est essentiel de démystifier

et de déconstruire par avance ce à quoi l'on va être très bientôt confronté. C'est l'objet même de ce livre.

La dette pas plus que la monnaie ne sont des choses. Ce sont des rapports sociaux, que les représentations et les institutions ne font que cristalliser ; aussi ont-elles de tous temps été au cœur du lien social (chapitre 1). De même, les réalités de la dette publique et de sa gestion engagent bien autre chose que ce que l'on voudrait nous en faire accroire et permettent la constitution d'un patrimoine collectif qui, loin d'être « un fardeau pour nos enfants », profite à toute la collectivité (chapitre 2). Au fur et à mesure que les rapports sociaux évoluaient au cours des dernières décennies, la dette et la monnaie ont été très activement transformées. Ainsi, l'affirmation d'un capitalisme financiarisé a d'abord nécessité le démantèlement des institutions monétaires et financières qui lui préexistaient (chapitre 3). De même, son installation a conduit à la mise en place d'institutions qui lui sont spécifiques et la gestion des contradictions du système productif qui lui sont propres à des tentatives nouvelles de régulation (chapitre 4). L'existence simultanée du « quoi qu'il en coûte », d'une politique budgétaire débridée donc, et d'une politique monétaire accommodante montre que la crise économique et sociale liée au Covid-19 a poussé à l'extrême les contraintes que représentent pour l'idéologie austéritaire du néolibéralisme les nécessités pratiques de son fonctionnement (chapitre 5). Mais elle montre aussi, contradictoirement, que ce qui se présentait hier encore comme « la seule politique possible » que vantait Margaret Thatcher sait s'offrir à elle-même des portes de sortie alternatives, dès lors qu'elle bute sur

des obstacles qui seraient sans cela insurmontables. La crise du Covid démontre ainsi pratiquement que d'autres politiques sont possibles (chapitre 6).

Le penchant néolibéral – celui de l'idéologie des gouvernants comme celui des institutions de l'UE –, momentanément refoulé va assurément s'efforcer de revenir, et même au galop si cela lui est possible. Car, dans ce « quoi qu'il en coûte », il était question non d'une improbable conversion, mais du constat que, au moins pour un temps, nécessité faisait loi. Contre ce retour à l'état antérieur des choses, il nous reviendra alors de faire de cette autre politique l'expression d'une volonté.

Chapitre 1

La dette au cœur du lien social

Le capitalisme, en particulier dans sa phase néolibérale, est un système économique basé sur l'endettement et, dans la plupart des pays, la dette publique contractée par les États est aujourd'hui sous l'emprise des marchés financiers. Le capital financier domine ainsi la vie économique, configure la vie sociale et les comportements psychiques. Mais le crédit et la dette ne sont évidemment pas apparus avec le capitalisme. Dette et monnaie sont intrinsèquement liées. Comprendre la dette implique donc de faire un détour par la monnaie.

1.1. La monnaie, « fait social total »

La nature de la monnaie fait débat parmi les économistes¹. Traditionnellement, la monnaie est présentée par l'économie néoclassique dominante comme remplissant une fonction technique permettant de faciliter les échanges. Dans une société sans monnaie, fonctionnant suivant le principe du troc, les échanges deviendraient vite, selon cette vision, de plus en plus difficiles au fur et à mesure de leur développement. Ce serait pour résoudre ce problème que la monnaie aurait été inventée. Ce récit pose trois problèmes. Tout d'abord, cette « fable du troc » a été contredite par tous les travaux des historiens, des anthropologues ou ethnologues qui n'ont découvert aucune société organisée autour du troc. Non que ce dernier n'ait pas existé, mais il n'a jamais structuré une formation sociale. Au-delà, cette conception de la monnaie suppose que les échanges marchands aient de tous temps existé, la monnaie venant simplement les faciliter. Or si toute société suppose des engagements réciproques entre ses membres, ces derniers ne se réduisent pas

aux échanges marchands ni aux relations économiques, et de nombreuses sociétés sans échanges marchands ont existé².

Enfin, dans cette conception, la monnaie ne joue aucun rôle économique. Elle n'est qu'un voile déposé sur les transactions. La production et les échanges marchands existent sans elle et ne sont pas modifiés par son existence. Elle n'est là que pour les faciliter, et l'économie dominante développe des modèles dans lesquels la monnaie ne joue aucun rôle réel. La monnaie est neutre, remplissant quatre fonctions techniques : unité de compte permettant d'exprimer la valeur des biens et des services, moyen de paiement et de libération d'une obligation, pouvoir d'achat, réserve de valeur pouvant être conservée afin d'être utilisée à tout moment.

Si ces fonctions sont indéniables dans le monde moderne, elles ne disent rien sur la nature de la monnaie et passent sous silence deux faits essentiels. Le premier est le rapport originel qui existe entre la dette et la monnaie : dans les sociétés primitives, nous dit l'anthropologue Alain Testart, « tous les rapports sociaux économiques sont structurés comme des relations de personne à personne³ ». Comme le souligne l'anthropologue états-unien David Graeber, « si cette littérature [anthropologique] est généralement ignorée par les économistes, c'est pour une raison simple : les “monnaies primitives” [...] sont rarement utilisées à acheter et à vendre des choses [...] mais essentiellement pour reconfigurer des relations

1 La littérature consacrée à la monnaie est immense. Voici quelques références relativement récentes qui rompent avec la conception dominante de la monnaie : Dominique Plihon, *La Monnaie et ses mécanismes*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2000 ; Michel Aglietta et André Orléan, *La Monnaie. Entre violence et confiance*, Paris, Odile Jacob, 2002 ; Bruno Théret (dir.), *La Monnaie dévoilée par ses crises*, vol. 1, *Crises monétaires d'hier et d'aujourd'hui*, vol. 2, *Crises monétaires en Russie et en Allemagne au xx^e siècle*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2007 ; Karl Polanyi, *La Subsistance de l'homme. La place de l'économie dans l'histoire et la société*, trad. de l'anglais par Bernard Chavance, Paris, Flammarion, 2011 [1977] ; David Graeber, *Dette. 5000 ans d'histoire*, trad. de l'anglais par Françoise et Paul Chemla, Arles, Actes Sud, coll. « Babel », 2016 [2013] ; Les Économistes atterrés, *La Monnaie. Un enjeu politique*, Paris, Seuil, coll. « Points », 2018.

2 Voir Marcel Mauss, *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 2007 [1923].

3 Alain Testart (dir.), *Aux origines de la monnaie*, Paris, Errance, 2002, p. 49.

entre les gens. Surtout pour arranger des mariages et pour régler des différends⁴ ». On comprend ainsi mieux pourquoi, étymologiquement, payer vient du latin *pacare*, dérivé de *pacis*, la « paix » : payer, c'est pacifier. L'apparition de la monnaie n'est donc pas un progrès dans l'échange, une évolution du troc comme le veut la doxa économique. Pour les anthropologues, « le phénomène monétaire se dégage progressivement d'un système de crédit en s'affranchissant progressivement de la dimension nominale et donc personnelle, impliquée dans l'idée même de crédit. La monnaie, c'est l'anonymat⁵ ».

Le second fait essentiel occulté par l'économie dominante est le lien qui de tous temps a uni monnaie et pouvoir politique ; il a fallu attendre le nôtre, celui du néolibéralisme, pour que, avec l'indépendance des banques centrales, le dernier lien soit coupé.

Dans des sociétés marquées par les relations personnelles, la dette était synonyme de mise en sujétion par expropriation des terres mises en gage, ou de mise en esclavage pour soi ou, plus encore, les membres de sa famille. La dette est depuis toujours un fléau pour les sociétés et leur fait courir un risque récurrent d'effondrement. Aussi, dès la plus haute Antiquité, les rois sumériens, puis babyloniens, avaient coutume de procéder à une complète remise des dettes à leur avènement, parfois même plusieurs fois au cours de leur règne⁶. « Il est révélateur que le

terme sumérien *amargi* [utilisé pour ces remises de dette], le premier mot signifiant “liberté” dans toutes les langues humaines connues, ait pour sens littéral “retour chez sa mère⁷”. » De même, deux millénaires plus tard, à Athènes en 496 avant J.-C., la réforme de Solon, étape essentielle vers l'établissement de la démocratie, a été engagée par la *sisachtie*, littéralement : le soulagement d'un fardeau, la remise des dettes donc, et a interdit la mise en gage des corps... Pas d'*isonomie*, pas d'égalité devant la loi, pas de démocratie donc, là où le citoyen peut être réduit en esclavage pour dette par un concitoyen. L'interdiction de l'esclavage pour dettes a été au fondement de la perpétuation de la petite propriété paysanne à Athènes et, comme l'avait vu Marx, de l'instauration de la démocratie.

Plus globalement, comme l'écrit l'économiste Bruno Théret, « la monnaie qui circule dans la chaîne des paiements est ce qui permet que les dettes soient honorées et donc relancées dans un cycle qui constitue le cœur de la reproduction sociale⁸ ». La dette est au cœur des relations sociales et la monnaie possède donc une dimension qui concerne tous les membres de la société. C'est dans ce sens que Marcel Mauss a pu parler à son sujet de « fait social total » et, pour Karl Polanyi, « la monnaie peut être définie comme un système sémantique, semblable pour l'essentiel au langage, à l'écriture ou aux poids et mesures⁹ ». Il s'agit d'un système de

4 D. Graeber, *Dette. 5000 ans d'histoire*, op. cit., p. 77.

5 A. Testart (dir.), *Aux origines de la monnaie*, op. cit., p. 48.

6 Michael Hudson, *Dette, rente et prédation néolibérale. Une anthropologie*, trad. de l'anglais par Thibault Mirabel, Christophe Petit, révisée par Alain Caillé, Lormont, Le Bord de l'eau, 2021.

7 D. Graeber, *Dette. 5000 ans d'histoire*, op. cit., p. 83.

8 B. Théret (dir.), *La Monnaie dévoilée par ses crises*, vol. 1, *Crises monétaires d'hier et d'aujourd'hui*, op. cit., p. 21.

9 K. Polanyi, *La Subsistance de l'homme*, op. cit., p. 163.

signes qui a une dimension symbolique et permet une communication entre les individus. La monnaie est donc une des institutions qui assure l'appartenance des individus à une communauté politique. Ainsi, les quatre fonctions traditionnelles de la monnaie renvoient à la fois à un imaginaire social avec l'acceptation d'un symbole par une communauté lors de la mise en place de l'unité de compte par l'autorité politique, mais aussi à des règles instituées, donc au politique pour son utilisation comme moyen de paiement et réserve de valeur.

Les supports de ce qui s'apparente à la monnaie ont été historiquement innombrables : mesures d'orge, ligatures de coquillages, pièces de tissu, morceaux de métaux précieux, mais rien de tout cela ne pouvait véritablement renvoyer à de la création monétaire. L'invention d'une monnaie frappée par l'État en Lydie, sans doute dans le premier tiers du VI^e siècle avant J.-C., a ouvert une ère nouvelle. De l'introduction des pièces métalliques dans les cités grecques de la mer Égée à la monnaie électronique, en passant par la monnaie scripturale, on a ainsi historiquement assisté à un processus d'abstraction continu de la forme monétaire pour, aujourd'hui, aboutir à une monnaie qui n'est reliée à aucun support matériel qui lui serait extérieur comme par exemple l'or ou l'argent. Le dernier lien a été tranché par la décision du président Nixon en 1971 de mettre fin à la convertibilité du dollar en or. Ce processus d'abstraction a été à l'œuvre tout au long de l'histoire. Graeber note par exemple qu'au haut Moyen Âge « les gens tenaient toujours soigneusement leurs comptes en monnaie romaine

quand ils calculaient les taux d'intérêt, les contrats et les hypothèques¹⁰ », alors que les pièces de monnaie romaines avaient depuis longtemps disparu à la suite de l'effondrement de l'Empire.

Mais qu'est-ce qui fait qu'un objet est accepté comme monnaie ? Les économistes Michel Aglietta et André Orléan indiquent que la monnaie est le produit de deux phénomènes profondément imbriqués. D'une part, l'imposition de la monnaie renvoie à un rapport de pouvoir et de violence : la monnaie est imposée par les dominants, notamment en matière de règlement fiscal. Cela peut être l'État, mais ce n'est pas toujours le cas, comme le montre l'existence de monnaies seigneuriales au Moyen Âge. La monnaie exprime un acte de souveraineté. D'autre part, la monnaie renvoie à un rapport de confiance. On parle ainsi de monnaie fiduciaire – de *fiducia*, qui signifie « confiance » en latin. Aglietta et Orléan en distinguent trois formes¹¹ : la confiance méthodique, la confiance hiérarchique et la confiance éthique.

La confiance méthodique : « Fondée sur la routine ou la tradition, elle procède de la répétition des actes qui mènent les échanges à bonne fin et les dettes privées à leur règlement. » Il s'agit d'un comportement mimétique : j'accepte une monnaie parce que je sais que tout le monde va l'accepter. Mais cette confiance ne peut exister que si elle est garantie par une autorité politique : « il existe donc une confiance hiérarchique que l'autorité politique imprime sur la monnaie », car elle « a le pouvoir de changer les

10 D. Graeber, *Dettes. 5000 ans d'histoire*, op. cit., p. 308.

11 M. Aglietta et A. Orléan, *La Monnaie. Entre violence et confiance*, op. cit., p. 104 et suiv.